



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 15/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

QUINCAILLERIE GUY LEGO

39 Cours du Général de Gaulle
33340 Lesparre-Médoc

Références : 25-0781
Code AIOT : 0100016756

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/10/2025 dans l'établissement QUINCAILLERIE GUY LEGO implanté 39 Cours du Général de Gaulle 33340 Lesparre-Médoc. L'inspection a été annoncée le 10/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Une première inspection a été réalisée le 24 mars 2023 à la suite d'un signalement de l'Office Français de la Biodiversité (OFB) relatif à une pollution aux hydrocarbures du cours d'eau voisin. Cette inspection a conduit à la prise d'un arrêté préfectoral de prescription spéciales (APS) en date du 5 mai 2023, prescrivant à la société QUINCAILLERIE GUY LEGO la réalisation d'un diagnostic environnemental. Un arrêté préfectoral de mise en demeure (APMD) a également été pris le 5 mai 2023, relatif notamment à la mise en place d'une aire de dépôtage et de remplissage étanche. Par la suite, une inspection réactive a été menée le 25 mars 2024, consécutivement à l'installation d'un barrage à hydrocarbures, préconisée dans le cadre du diagnostic environnemental prescrit par

l'APS du 5 mai 2023 (pris suite à l'inspection de mars 2023). Les constats réalisés lors de cette inspection ont par ailleurs permis de lever la mise en demeure de 2023 susmentionnée. Une inspection supplémentaire a été menée le 17 février 2025. Cette dernière a conduit à la prise, le 22 avril 2025, d'un arrêté préfectoral de mise en demeure (APMD) et d'un arrêté préfectoral de prescriptions spéciales (APS) visant à encadrer les opérations de dépollution du site.

L'inspection du 7 octobre 2025 avait pour objet principal de s'assurer des dispositions mises en place pour répondre aux écarts et à l'injection de mise en demeure *supra*. Concernant les travaux de dépollution du site, l'exploitant a indiqué, lors de la préparation de cette inspection, être en attente de la réception du plan de gestion de la pollution. Ce point fera donc l'objet d'un suivi lors d'un contrôle ultérieur.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- QUINCAILLERIE GUY LEGO
- 39 Cours du Général de Gaulle 33340 Lesparre-Médoc
- Code AIOT : 0100016756
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation est un dépôt de carburants soumis à déclaration avec contrôle périodique au titre des rubriques 1434 et 4734 de la nomenclature des installations classées depuis le 9 août 1994.

L'entreprise a été rachetée par Monsieur AUBIN, le 10 mai 2022. L'installation est équipée de deux réservoirs contenant des hydrocarbures à savoir :

Réservoir 1 :

- Fioul : 20 m3

Réservoir 2 (cuve compartimentée en 3):

- GNR : 40 m3

- Fioul : 12 m3

- Fioul : 8 m3.

Contexte de l'inspection :

- Récolement
- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Sites et sols pollués

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne

se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Décanteur, séparateur et obturateur	Arrêté Ministériel du 19/12/2008, article article I > 5.10. a)	Demande d'action corrective	12 mois
7	Contrôle	Arrêté Ministériel du	Demande d'action corrective	8 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	périodique rubrique 4734	22/12/2008, article Annexe I point 1.1.2		
9	Situation administrative : Rubrique 4718 (Stockage de gaz)	Décret du 21/11/2017, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 22/04/2025, article 1	Levée de mise en demeure
2	Mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 22/04/2025, article 1	Levée de mise en demeure
3	Mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 22/04/2025, article 1	Levée de mise en demeure
4	Mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 22/04/2025, article 1	Levée de mise en demeure
5	Cas des stockages aériens de liquides inflammables	Arrêté Ministériel du 19/12/2008, article article I > 4.10.1. a)	Sans objet
8	Contrôle périodique rubrique 1434	Arrêté Ministériel du 19/12/2008, article Annexe I point 1.1.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 7 octobre 2025 a permis de constater que l'exploitant a mis en place les actions correctives permettant de lever l'ensemble des points de l'arrêté de mise en demeure du 22 avril 2025. Cet APMD est désormais levé.

L'exploitant doit, par ailleurs, fournir la nature et les volumes maximums des gaz stockés, et se positionner sur le classement de ses installations selon les seuils des rubriques ICPE applicables (notamment 4718, 4719, 4725, ...).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise en demeure

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 22/04/2025, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, conformité
Prescription contrôlée : La société société QUINCAILLERIE LEGO est mise en demeure de respecter les dispositions des points 3.2 [...] de l'annexe I, de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2008 [...], suivantes : [...] • en mettant en place les dispositions nécessaires afin de limiter l'accès libre aux installations de stockage, par des personnes étrangères à l'installation [...]
Constats : Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué être dans l'attente du rapport du géomètre pour permettre l'implantation précise d'une clôture autour du site. L'inspection des installations classées a donc rappelé que la mise en demeure en cours porte sur la mise en place effective des dispositions nécessaires afin <u>de limiter l'accès libre aux installations de stockage</u> [...]. A cette occasion, il a été précisé que la production du rapport du géomètre n'est pas indispensable pour la mise en œuvre des mesures permettant de répondre à cette exigence. L'exploitant s'est alors engagé à mettre en place les actions correctrices dans les plus brefs délais. Conformément à cet engagement, l'exploitant a transmis, par courriel du 10 octobre 2025, les éléments justifiant l'implantation d'une clôture visant à interdire l'accès aux installations de stockage précitées. Les actions réalisées permettent de solder le constat de l'inspection du 17 février 2025 et le volet de l'APMD du 22 avril 2025 consacré à cet item.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Mise en demeure

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 22/04/2025, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, conformité
Prescription contrôlée : La société société QUINCAILLERIE LEGO [...] est mise en demeure de respecter les dispositions des points [...] 3.3 de l'annexe I, de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2008[...], suivantes : [...] • en procédant à l'identification du récipient de récupération des égouttures et la mise en place des symboles de dangers nécessaires, [...]

<p>Constats :</p> <p>L'inspection des installations classées a constaté que le récipient de récupération des égouttures est désormais correctement identifié et que les symboles de danger appropriés y ont été apposés.</p> <p>Les actions réalisées permettent de solder le constat de l'inspection du 17 février 2025 et le volet de l'APMD du 22 avril 2025 consacré à cet item.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Mise en demeure

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 22/04/2025, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, conformité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société société QUINCAILLERIE LEGO [...] est mise en demeure de respecter les dispositions [...] du point 5.9 de l'annexe I, de l'arrêté ministériel du 19 décembre 2008 [...], suivantes :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> • en intégrant aux consignes d'exploitation, une mention précisant la surveillance régulière du décanteur-séparateur et le contrôle de son bon fonctionnement, <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Il a été noté que la surveillance régulière du décanteur-séparateur et le contrôle de son bon fonctionnement font désormais partie des consignes d'exploitation.</p> <p>Les actions réalisées permettent de solder le constat de l'inspection du 17 février 2025 et le volet de l'APMD du 22 avril 2025 consacré à cet item.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 4 : Mise en demeure

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 22/04/2025, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, conformité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société société QUINCAILLERIE LEGO [...] est mise en demeure de respecter les dispositions des points [...] et l'article 8, de l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003, suivantes :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> • en équipant les piézomètres d'un dispositif de sécurité interdisant l'accès à leur intérieur, <p>[...]</p>

<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite sur site, l'inspection des installations classées a constaté que les trois piézomètres sont protégés par un capot étanche empêchant toute infiltration ou déversement depuis la surface, ainsi que par un cadenas verrouillant leur accès.</p> <p>Les actions réalisées permettent de solder le constat de l'inspection du 17 février 2025 et le volet de l'APMD du 22 avril 2025 consacré à cet item. Cet APMD est désormais levé.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Levée de mise en demeure</p>

N° 5 : Cas des stockages aériens de liquides inflammables

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/12/2008, article article I > 4.10.1. a)</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, conformité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage aérien de liquides inflammables susceptible de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est au moins égal à : - 50 % de la capacité totale des récipients dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants ; - 20 % de la capacité totale des récipients dans les autres cas ; - dans tous les cas, à 800 litres (au minimum), ou à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres. <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour le dispositif d'obturation, qui est maintenu fermé en conditions normales. La capacité de rétention et le dispositif d'obturation sont vérifiés périodiquement. [...].</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la précédente inspection du 17 février 2025, il avait été demandé à l'exploitant de préciser la périodicité de vérification de la capacité de rétention et du dispositif d'obturation, ainsi que les mesures mises en place pour assurer leur suivi.</p> <p>Lors de cette inspection, l'exploitant a expliqué que ces vérifications sont faites chaque mois et notées dans un registre. L'inspection a consulté ce registre et constaté que le dernier contrôle date du 2 octobre 2025. Cela répond à la demande faite lors de l'inspection du 17 février 2025.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Décanteur, séparateur et obturateur

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/12/2008, article article I > 5.10. a)
Thème(s) : Risques chroniques, conformité
Prescription contrôlée : [...] Les liquides ainsi collectés sont traités au moyen d'un décanteur-séparateur d'hydrocarbures muni d'un dispositif d'obturation automatique. [...]. Le décanteur-séparateur est nettoyé par une société habilitée aussi souvent que cela est nécessaire, et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues ainsi qu'en la vérification 14/23 du bon fonctionnement de l'obturateur. La société habilitée fournit la preuve de la destruction ou du retraitement des déchets rejetés. Les fiches de suivi de nettoyage du séparateur-décanteur d'hydrocarbures [...].
Constats : Lors l'inspection du 17 février 2025, il avait été demandé à l'exploitant de transmettre, lors du prochain curage du séparateur à hydrocarbures, les éléments attestant de la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur. Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté le rapport d'intervention n°20147018.1.1 établi, le 5 mai 2025, par la société SARP, justifiant du nettoyage et de la vidange du séparateur. Le document mentionne une "remise en eau" et le "bon fonctionnement" du séparateur. Il est toutefois rappelé à l'exploitant que le bon fonctionnement de l'obturateur doit être explicitement indiqué.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant s'assure que le bon fonctionnement de l'obturateur sera explicitement mentionné dans le rapport de la prochaine intervention.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 12 mois

N° 7 : Contrôle périodique rubrique 4734

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article Annexe I point 1.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, conformité
Prescription contrôlée : Arrêté ministériel du 22 décembre 2008 : L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement. Ces contrôles ont pour objet de vérifier la conformité de l'installation aux prescriptions repérées dans la présente annexe par le terme " objet du contrôle ", éventuellement modifiées par arrêté préfectoral, lorsqu'elles lui sont applicables.

Les prescriptions dont le non-respect constitue une non-conformité majeure entraînant l'information du préfet dans les conditions prévues à l'article R. 512-59-1 sont repérées dans la présente annexe par la mention " le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure "

L'exploitant conserve le rapport de visite que l'organisme agréé lui adresse dans le dossier installations classées prévu au point 1.4. Si le rapport fait apparaître des non-conformités aux dispositions faisant l'objet du contrôle, l'exploitant met en œuvre les actions correctives nécessaires pour y remédier.

Ces actions ainsi que leurs dates de mise en œuvre sont formalisées et conservées dans le dossier susmentionné. Les dispositions du présent point 1.1.2 s'appliquent uniquement aux installations classées relevant de l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436, 4330, 4331 ou 4734.

Article R512-57 du code de l'environnement : « I. La périodicité du contrôle est de cinq ans maximum. [...] ».

Constats :

Lors de la précédente inspection du 17 février 2025, il avait été demandé à l'exploitant de procéder au contrôle périodique de son installation, pour la rubrique 4734, et de transmettre dès réception le rapport de contrôle de l'organisme agréé à l'inspection des installations classées.

Le contrôle périodique réalisé, par ASFO - Conseils, le 5 juin 2025, suite à la demande *supra*, a mis en évidence deux non-conformités majeures (NCM) :

- l'absence d'une réserve d'émulseurs d'au moins 1 mètre cube compatible avec la nature des liquides inflammables stockés
- le plan de défense incendie, ainsi que ses mises à jour, n'ont pas été transmis aux services d'incendie et de secours

Lors de l'inspection réalisée ce jour, l'exploitant a indiqué que dans l'hypothèse où les Services Départementaux d'Incendie et de Secours (SDIS) n'auraient pas besoin de la réserve d'émulseurs actuellement prévue, il envisagerait de solliciter un aménagement des prescriptions applicables à ce sujet.

Il a été rappelé que, le cas échéant, une demande d'aménagement de cette disposition réglementaire, prévue par l'arrêté ministériel du 22 décembre 2008, pourrait être formulée, notamment sous la forme d'un porter à connaissance (PAC). Cette demande devrait être accompagnée de l'avis du SDIS.

Par ailleurs, il est rappelé que l'article 3 de l'arrêté du 22 décembre 2008 prévoit que le préfet peut, pour une installation donnée, adapter par arrêté les dispositions de l'annexe I dans les conditions prévues aux articles L. 512-12 et R. 512-52 du code de l'environnement.

Pour faire suite au contrôle périodique réalisé par ASFO *supra* : un contrôle complémentaire afin de lever les deux non-conformités majeures est à mener avant le 3 juin 2026. Le prochain contrôle périodique (hors contrôle complémentaire mentionné ci-dessus) est prévu d'ici le 8 avril 2030.

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant procède à la levée des non-conformités précitées dans les délais requis réglementairement dans le cadre du suivi du contrôle périodique, à savoir avant le 3 juin 2026.</p> <p>En cas de non-respect des échéances annoncées, ce point constituera une non-conformité passible de suites administratives.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 8 mois

N° 8 : Contrôle périodique rubrique 1434

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/12/2008, article Annexe I point 1.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, conformité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté ministériel du 19/12/2008 :</p> <p>L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement. Ces contrôles ont pour objet de vérifier la conformité de l'installation aux prescriptions repérées dans la présente annexe par le terme : " objet du contrôle ", éventuellement modifiées par arrêté préfectoral, lorsqu'elles lui sont applicables.</p> <p>Les prescriptions dont le non-respect constitue une non-conformité majeure entraînant l'information du préfet dans les conditions prévues à l'article R. 512-59-1 sont repérées dans la présente annexe par la mention : " le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure ".</p> <p>L'exploitant conserve le rapport de visite que l'organisme agréé lui adresse dans le dossier installations classées prévu au point 1.4. Si le rapport fait apparaître des non-conformités aux dispositions faisant l'objet du contrôle, l'exploitant met en œuvre les actions correctives nécessaires pour y remédier. Ces actions ainsi que leurs dates de mise en œuvre sont formalisées et conservées dans le dossier susmentionné.</p> <p>Article R512-57 du code de l'environnement : « I. La périodicité du contrôle est de cinq ans maximum. [...].</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la précédente inspection du 17 février 2025, il avait été demandé à l'exploitant de procéder au contrôle périodique de son installation, pour la rubrique 1434, et de transmettre dès réception le rapport de contrôle de l'organisme agréé à l'inspection des installations.</p> <p>Le contrôle périodique réalisé, par ASFO - Conseils, le 5 juin 2025, suite à la demande ci-dessus, a</p>

mis en évidence une seule non-conformité mineure relative à la présentation des fiches de suivi de nettoyage et de l'attestation de conformité du décanteur-séparateur. Cet item a par ailleurs été vu dans la fiche de constats n°6 du présent rapport.

Le prochain contrôle périodique est prévu d'ici le 8 avril 2030.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Situation administrative : Rubrique 4718 (Stockage de gaz)

Référence réglementaire : Décret du 21/11/2017, article 1

Thème(s) : Situation administrative, Applicabilité rubrique 4718

Prescription contrôlée :

Positionnement vis à vis de la rubrique 4718 : (Décret n° 2014-285 du 3 mars 2014, article 4, Décret n° 2015-1200 du 29 septembre 2015, Rectificatif au JO n° 235 du 10 octobre 2015 et Décret n°2017-1595 du 21 novembre 2017)

Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène)

La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations (*) y compris dans les cavités souterraines (strates naturelles, aquifères, cavités salines et mines désaffectées hors gaz naturellement présent avant exploitation de l'installation) étant :

1. Pour le stockage en récipients à pression transportables

a. Supérieure ou égale à 35 t (A-1)

b. Supérieure ou égale à 6 t mais inférieure à 35 t (DC)

2. Pour les autres installations

a. supérieure ou égale à 50 t (A-1)

b. Supérieure ou égale à 6 t mais inférieure à 50 t (DC)

Constats :

Lors de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de fournir les éléments permettant de justifier la quantité totale de gaz inflammables liquéfiés susceptible d'être présente sur le site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de préciser la nature et les quantités totales susceptible d'être présentes des gaz stockés, et de se positionner sur le classement de ses installations au regard des rubriques ICPE applicables (ex. : 4718, 4719, 4725), conformément aux prescriptions de l'article L511-1 du Code de l'environnement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois